

YVES LACOSTE

«Les jeunes immigrés ignorent

Géographe et géopoliticien, Yves Lacoste est né en 1929 au Maroc où son père exerçait la fonction de géologue. Au début des années 1950, avec sa femme Camille Lacoste-Dujardin, anthropologue spécialiste des Berbères, il travaille en Algérie où il effectue sa première thèse d'Etat sous la direction de Jean Dresch.

Il prend contact, lors de ce séjour, avec des militants anticolonialistes. Membre du PCF qu'il ne quittera qu'en 1956, il rédigea des articles pour la presse communiste algérienne, notamment sur Ibn Khaldoun qu'il fera par la suite connaître en France puis en Europe.

Il crée au début des années 1960 la revue *Hérodote* — qui existe encore — et lance un pavé dans la mare avec son ouvrage *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*. Il réintroduit la géopolitique en France, la débarrassant de l'image de «science nazie».

Dans ce livre, il distingue trois géographies : 1) *Scolaire et universitaire*. 2) «spectacle» 3) «instrument de pouvoir». Les deux premières cachent la troisième. Ce livre résulte de son séjour au Vietnam en 1972 à l'issue duquel il a accusé, dans un article,

les Etats-Unis d'avoir bombardé les soubassements des digues des deltas du fleuve Rouge afin de provoquer la destruction du barrage et de faire passer les morts pour les victimes d'une catastrophe naturelle.

Yves Lacoste ajoute à la géographie les concepts de territorialité et représentations (idées, perceptions, imaginaires collectifs). On ne peut pas, selon lui, considérer les facteurs géographiques hors du contexte politique. De même, il critique l'obéissance des cartes aux seules lois économiques en dehors de la topographie et l'impact politique sur l'espace.

Dans *La question post-coloniale*, une analyse géopolitique (Fayard), son dernier ouvrage en date, Yves Lacoste va à contre-courant de l'approche inspirée des *postcolonial studies* américaines, elles-mêmes inspirées des théories de la déconstruction de Jacques Derrida et Michel Foucault. Ces approches, selon Yves Lacoste, considèrent la colonisation et l'esclavage comme un péché originel de l'Occident sans tenir compte des réalités historiques qui déclinent des situations spécifiques à chaque pays et à chaque époque. Pour cela, Yves Lacoste décrit la spécificité de chaque colonisation et surtout de

chaque lutte pour l'indépendance. Les colonisations de l'Inde et de l'Algérie, pour prendre deux exemples, ne peuvent être inscrites dans la même conclusion tant elles sont différentes à tous points de vue.

Comme les choses sont loin d'être manichéennes de sorte à entrer dans des schémas commodes, Yves Lacoste montre, dans ce livre iconoclaste d'une certaine manière, que l'immigration post-coloniale en France a été principalement algérienne. Il est difficile de répondre aux jeunes des banlieues qui se sont soulevés en 2005 qui demandent pourquoi leurs parents, surtout les Algériens, patriotes, défendant l'indépendance de l'Algérie, sont venus dès l'indépendance s'installer en France. La réponse à cette question est ce «non-dit (est) l'une des raisons profondes pour lesquelles la question post-coloniale prend depuis peu les formes d'une crise grave».

Yves Lacoste propose une relecture érudite, rigoureuse et audacieuse du colonialisme et des indépendances, nourrie par une vie de réflexion et de travail sur les enjeux géopolitiques.

Il répond ici à quelques-unes des questions que soulève la lecture de son livre.

Interview réalisée par Arezki Metref

Le Soir d'Algérie : La question post-coloniale : de quoi parle-t-on ?

Yves Lacoste : On a commencé à parler de la question post-coloniale en France, bien après l'indépendance de l'Algérie, et surtout depuis les grandes émeutes qui se sont produites en novembre 2005 dans la plupart des banlieues des grandes villes françaises. Le terme de «question» indique qu'il ne s'agit pas d'un fait précis, mais d'un ensemble de phénomènes plus ou moins bien définis sur lesquels, dans les médias, on s'interroge quant à leur nature précise. Il ne s'agit donc pas de désigner tous les changements (économiques, sociaux, démographiques, politiques, culturels) qui se sont produits depuis l'indépendance des colonies — celle de l'Inde date de 1946 — aussi bien dans les ex-métropoles coloniales que dans les pays qui ont été colonisés. Dans chacun de ces derniers, on ne parle pas d'époque post-coloniale, on dit depuis l'indépendance. C'est dans les pays qui avaient des colonies, que l'on parle aujourd'hui de question post-coloniale.

Ne pas confondre question post-coloniale telle que je la définis dans mon dernier livre et les américaines *postcolonial studies* (sans tiret entre post et colonial). Celles-ci sont apparues, plus tôt, dans les années 1970 aux Etats-Unis dans les départements de littérature (et non d'histoire) de certaines universités. Les personnes qui ont lancé *postcolonial studies* n'étaient pas originaires de Cuba, de Porto-Rico ou des Philippines, des pays qui avaient été plus ou moins sous domination américaine, mais principalement de l'Union indienne et d'autres anciennes colonies britanniques. Ces personnes ont surtout des préoccupations philosophiques, et assez peu le souci de précisions historiques ou géopolitiques. La première à avoir entrepris des post-

colonial studies est M^{me} Gayatri Chakravorty (épouse Spivak) venue de Calcutta pour faire une thèse sur un grand poète irlandais Yeats, prix Nobel de littérature qui avait réclamé l'indépendance de son pays encore dominé par les Anglais. Mais M^{me} Gayatri s'est ensuite orientée sur des considérations littéraires et philosophiques beaucoup plus vastes, sous l'influence de philosophes français à la mode, Michel Foucault, Derrida, Deleuze, etc. qui ne s'intéressent guère à la question de l'indépendance, mais surtout à l'influence culturelle des idées occidentales, même dans des pays asiatiques qui n'ont jamais été colonisés.

Les *postcolonial studies* ne s'intéressent pas tellement aux questions historiques et géopolitiques, mais à des concepts à la mode difficilement définissables tels que la post-modernité, le post-national, le post-industriel, le post-marxisme, le post-structuralisme, etc.

Ces discours des *postcolonial studies* commencent à se répandre en France depuis 2005. Mais je n'en parle guère dans le livre que je viens de publier sur *La question post-coloniale* (avec un tiret entre post et colonial) et qui traite de problèmes politiques très concrets dans les Etats européens qui ont dominé des pays colonisés jusqu'à l'indépendance de ceux-ci. A mes yeux, la question géopolitique de l'indépendance est capitale et c'est une grande différence avec les *postcolonial studies* qui sont un discours très général.

Dans les différents Etats européens qui furent des métropoles coloniales, ce que l'on appelle aujourd'hui la question post-coloniale ne s'est pas posée tout de suite après les indépendances de leurs colonies, mais vingt ans plus tard. Cette question post-coloniale traduit dans les anciennes métropoles coloniales les difficultés d'intégration des enfants et petits-enfants des premiers immigrants venus des

anciennes colonies. Ceux-ci sont venus dans leur ancienne métropole coloniale parce qu'ils parlaient la langue de leurs anciens colonisateurs. Les émigrants des anciennes colonies britanniques (devenues assez facilement indépendantes) sont venus en Angleterre où ils eurent en principe les mêmes droits que les citoyens britanniques nés en Grande-Bretagne. Les émigrants des anciennes colonies où les colonisateurs parlaient français sont venus en France ou en Belgique. Les émigrants des anciennes colonies portugaises (où les luttes pour l'indépendance furent très dures) sont venus au Portugal. Dans les premiers temps, ces immigrations en provenance de ces ex-colonies ne posèrent pas de grands problèmes dans les ex-métropoles coloniales, car à cette époque, il y avait encore de grands besoins de main-d'œuvre. C'est vingt à trente ans plus tard, alors que le chômage s'accroissait en Europe occidentale, que l'on commença à considérer que cette immigration en provenance des colonies pouvait poser des problèmes : les petits-enfants des premiers immigrants, lorsqu'ils étaient concentrés dans certains quartiers, commencèrent à manifester violemment contre les discriminations à l'emploi dont ils étaient victimes, bien qu'ils aient la nationalité du pays européen où ils sont nés. En France, la première de ces manifestations bruyantes et spectaculaires se produisit en 1981, aux Minguettes, un quartier populaire près de Lyon, peu après la victoire électorale de la gauche et l'élection à la présidence de François Mitterrand et l'on a pu croire alors que ces émeutes avaient été fomentées par des agents provocateurs payés par la droite. Ce n'était, semble-t-il, pas le cas. Depuis, ces manifestations tumultueuses et le plus souvent nocturnes de «jeunes issus de l'immigration» post-coloniale se succèdent, séparément, jusqu'à novembre 2005 où, pendant plusieurs semaines,

elles se sont produites simultanément dans la plupart des quartiers populaires des banlieues. A noter que le terme de banlieue est trop général, car les communes de banlieue doivent être distinguées les unes des autres, selon qu'elles sont très riches (comme Neuilly près de Paris) ou habitées par des classes moyennes, ou d'habitats populaires anciens ou modernes.

A quoi reconnaît-on ce que vous nommez le «paradoxe français» dans l'appréhension géopolitique de la question post-coloniale en France ?

C'est seulement depuis quelques années que certains commencent à penser qu'il y a un paradoxe de la question post-coloniale en France. Durant les années 1960-1970, la plus grande partie de l'opinion française (à l'exception des «rapatriés») considérait comme normale la présence en France d'Algériens installés avec leur famille là où ils avaient pu trouver à se loger tant bien que mal (y compris dans les bidonvilles), car à l'époque les Français avaient encore beaucoup de mal à trouver un appartement. Les «harkis» qui avaient pu fuir l'Algérie en 1962 étaient retenus dans des camps, car le gouvernement du général de Gaulle craignait qu'ils servent d'auxiliaires aux ultra-colonialistes de l'OAS.

A bien y réfléchir aujourd'hui, cette installation en France de familles algériennes (les Marocains et les Tunisiens viendront plus tard) était assez paradoxale, après la terrible guerre qui s'était déroulée entre l'armée française et les combattants. On pouvait s'en féliciter, ce fut mon cas, et y voir la preuve que des relations nouvelles s'établissaient entre la France et l'Algérie. C'était aussi le cas, plusieurs années après la Seconde Guerre mondiale, entre la France et l'Allemagne, mais de nombreux Français n'allèrent pas pour autant s'installer en Allemagne, ni des Allemands en

France. Les émeutes de plus en plus nombreuses qui sont désormais menées dans les banlieues françaises, principalement par des «jeunes issus de l'immigration», sont la preuve que tout n'est pas apaisé dans les relations franco-algériennes. Ces jeunes de parents algériens qui sont de nationalité française, puisqu'ils sont nés en France, se plaignent, non sans raison, de discrimination en matière d'emploi, de l'attitude de la police à leur égard, mais ils éprouvent aussi un grand malaise affectif : ils ne comprennent pas pourquoi ils sont nés en France, et pourquoi ils parlent la langue des colonialistes qui ont opprimé l'Algérie et martyrisé tant de patriotes algériens. Ils ne comprennent pas pourquoi leurs grands-pères sont venus en France juste après la fin de la guerre d'Algérie.

Le paradoxe encore très peu connu de la question post-coloniale en France est qu'après cette guerre si longue et si cruelle, ce sont des patriotes algériens, qui pour beaucoup avaient lutté contre l'armée ou la police française, qui sont d'abord venus ou revenus en France. Il ne faut évidemment pas les confondre avec les harkis qui avaient été obligés de s'associer à l'armée française. Alors que l'on aurait pu penser qu'après cette si cruelle guerre, les Algériens dans leur ensemble ne voudraient plus jamais venir en France, ni même parler français ou entendre parler de la France, le paradoxe est que des patriotes algériens sont venus en France dès 1962. Ils y ont profité des lois d'amnistie promulguées par le général de Gaulle, lois d'abord destinées à passer l'éponge sur les crimes d'ultra-colonialistes contre des Algériens, mais aussi contre des Français qui avaient voulu la fin de cette guerre. Pour comprendre ce paradoxe, il faut tenir compte que la guerre d'Algérie a eu des aspects très complexes et même contradictoires, tant du côté français que du côté algérien.

AU SOIR D'ALGÉRIE :

l'Histoire de leurs parents»

L'Armée de libération nationale (ALN) qui avait pu se constituer en Tunisie et au Maroc, sous le commandement du colonel Boumediène avec des volontaires algériens et des armes fournies par les pays arabes, n'avait pas pu pénétrer sur le territoire algérien, en raison des barrages électrifiés établis par l'armée française.

Lorsque ces barrages furent levés, l'ALN se heurta en juillet 1962, aux environs d'Alger, avec les combattants kabyles de la Wilaya III et une série de malentendus provoquèrent de violents combats, et l'année suivante, une insurrection kabyle qui fut aussi brisée.

Pour éviter d'être capturés, des combattants de la Wilaya III choisirent d'aller en France et d'y attendre la venue d'un autre régime en Algérie, ce qui ne fut pas le cas, le colonel Boumediène ayant pris le pouvoir en 1965.

De surcroît, d'autres Algériens parvinrent à partir en France. On sait évidemment qu'en 1954, le mouvement national algérien se divisa en deux tendances, celle du vieux parti PPA qui se dénomma MNA et un nouveau parti, le FLN. On sait, hélas, que ces deux tendances se livrèrent à une lutte très dure, attisée par les services secrets français. Après 1962, des partisans du MNA qui avait pu échapper au FLN, partirent eux aussi en France. Beaucoup d'Algériens s'y trouvaient déjà car leur nombre avait doublé durant le temps de la guerre d'Algérie, le FLN ayant souhaité qu'ils aillent gagner de l'argent en France, pour alimenter ses finances. Là aussi, une lutte très dure opposa les militants du FLN à ceux du MNA.

Aussi beaucoup d'émigrés algériens ne sont pas retournés dans leur pays, pour éviter d'y subir un pouvoir aussi autoritaire, et ils se sont fixés en France, en attendant que les tensions s'apaisent en Algérie.

Les jeunes «issus de l'immigration algérienne» ne sont pas au courant de tout cela, car leurs pères et leurs grands-pères ne leur ont pas parlé de ces questions pénibles que le gouvernement algérien a longtemps évité d'évoquer.

Plus récemment, à partir de 1992, les événements très graves qui se sont déroulés en Algérie jusqu'à la fin de la décennie, les chefs de l'armée algérienne s'opposant aux mouvements islamistes qui voulaient prendre le pouvoir, ont provoqué un nouvel exode d'Algériens vers la France.

Certes, depuis 1975 l'immigration n'y est en principe plus possible, mais elle continue de façon notable selon le principe du «regroupement familial» mis en place en 1976.

La question post-coloniale se pose de façon très différente

dans les autres pays d'Europe occidentale qui ont dominé des territoires coloniaux. En effet, les colonies britanniques et tout d'abord l'Inde – qui était par sa population, la plus importante de toutes les colonies – sont devenues indépendantes sans conflit majeur.

Dès 1946, le gouvernement britannique a proclamé sa volonté de pousser l'Inde à devenir au plus vite indépendante et il a envoyé une importante délégation mettre en œuvre cette décision, ce qui fut fait en 1947. Les Anglais ne voulaient pas se trouver mêlés et avoir à intervenir dans les luttes qui commençaient en Inde entre hindous et musulmans, ce qui a provoqué la «partition» entre l'Union indienne et le Pakistan. Les colonies britanniques d'Afrique sont devenues indépendantes de la même façon et en 1960, le général de Gaulle a décidé de faire de même pour les colonies d'Afrique tropicale.

En France, la question post-coloniale se pose aussi de façon très particulière en raison de la concentration dans certains quartiers d'une notable proportion d'origine immigrée. Ce n'est pas le cas dans les autres ex-métropoles coloniales.

Un des repères géopolitiques de la filiation entre la question coloniale et la question post-coloniale, ce sont les «grands ensembles», les banlieues. En quoi et de quoi sont-ils signifiants ?

Le paradoxe de la question post-coloniale en France est qu'elle résulte pour une grande part de la forte concentration géographique des problèmes qu'elle pose.

Cette concentration dans ce que l'on appelle les «grands ensembles» de logements sociaux (HLM) ne résulte pas, quoi qu'en disent certains, d'une volonté de «ghettoïser» les immigrés et leurs familles. C'est bien plus la conséquence de l'évolution des problèmes urbains en France.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il y avait en France une très grande pénurie de logements, non seulement à cause des destructions de la guerre, mais aussi parce que dans l'entre-deux-guerres, on avait très peu construit en France, à cause du déclin démographique.

De ce fait, la main-d'œuvre qualifiée dans les métiers de la construction est passée dans d'autres activités et industries, et elle n'existait plus après la guerre. Pour pallier cette très grave pénurie de logements et de main-d'œuvre qualifiée, on a décidé de construire en série de grands groupes de logements (comptant parfois plusieurs milliers), des barres et des tours sur des terrains bon marché. Ceci a permis de baisser leur



Yves Lacoste

prix de revient, tout en leur donnant un très bon standard d'équipement. Ces logements dont les loyers n'étaient pas négligeables ont été attribués à des jeunes ménages de classe moyenne.

Jusqu'à ce que le gouvernement, à la fin des années soixante, décide de favoriser le logement des familles nombreuses, en leur accordant des indemnités de logement au prorata du nombre de leurs enfants.

Dans le même temps, les locataires des grands ensembles ont été informés que leur loyer serait désormais majoré. Ils ont donc préféré acheter à crédit (sur 25-30 ans) un pavillon dans les grands lotissements qui étaient en construction dans la grande banlieue. Aussi, en très peu de temps, le peuplement des grands ensembles a complètement changé, les premiers occupants étant remplacés par des familles ayant un grand nombre d'enfants, c'est-à-dire principalement des familles immigrées, notamment d'origine algérienne.

Ce sont, en effet, des Algériens qui ont longtemps formé la majeure partie de l'immigration maghrébine en France.

Pour cette population nouvelle des «grands ensembles», les premières années ont été favorables.

Mais à partir de 1975, le chômage a beaucoup augmenté et il s'est particulièrement fait sentir dans les «grands ensembles» et pour beaucoup de familles la ressource a été fournie par les «allocations familiales» qui versent des sommes importantes quand il y a six ou sept enfants. Mais ceux-ci, après avoir grandi, ont rencontré les difficultés du chômage et n'ont guère trouvé de travail à l'extérieur.

Les «grands ensembles» ont donc connu une forte croissance démographique, une très forte proportion de jeunes qui ne vont guère à l'extérieur, un surpeuplement des logements qui peu à peu se sont dégradés.

Sont apparues, presque dans chaque grand ensemble, des «bandes de jeunes» plus ou moins rivales, qui ont chacune «leur» territoire et qui ne veulent surtout pas que s'y exerce une autre autorité que la leur, surtout s'il s'agit de la police.

Des incidents éclatent, sous des prétextes divers, qui tournent à l'épreuve de force avec la police. Celle-ci n'aime pas intervenir dans ces «grands ensembles» dont elle ne connaît pas la topographie souterraine (les caves) et où elle est exposée à des jets de divers matériaux du haut des tours. Pour manifester leur colère, les «jeunes» ont pris l'habitude systématique de mettre le feu – la nuit ça se voit mieux – aux automobiles garées au pied des tours et des barres.

Les chaînes de télévision filment ces événements spectaculaires, ce qui a pour effet de faire croire à l'ensemble de l'opinion que les «jeunes issus de l'immigration» sont incontrôlables, et ce qui a aussi pour effet d'accroître la discrimination dont ils se plaignent.

Le fait qu'ils aient pris l'habitude, dans les stades, de siffler La Marseillaise, au début des compétitions de football, est très peu apprécié par l'ensemble des Français, d'autant que le parti d'extrême droite tire argument de ce genre d'incidents.

Toutes les populations «issues de l'immigration» ne sont pas d'origine algérienne (les Marocains sont désormais plus nombreux) et toutes ne vivent pas dans les «grands

ensembles» que nombre de familles souhaitent quitter. Il y a environ 700 grands ensembles en France, ce qui fait à peu près quatre à cinq millions d'habitants, soit presque la moitié du total approximatif de la population issue de l'immigration : cinq millions de musulmans d'origine maghrébine auxquels s'ajoutent presque autant de gens en provenance d'Afrique sub-saharienne qui sont aussi pour beaucoup des musulmans. Le nombre des uns et des autres s'accroissant par le «regroupement familial». Il ne faut pas négliger les personnes d'ascendance africaine venues des Antilles et de la Réunion, et ne pas oublier les Vietnamiens.

A propos de ceux-ci, on peut se reposer d'une autre façon la question suivante : la gravité de la question post-coloniale en France résulte-t-elle de la dureté et de la longueur de la guerre d'Algérie? La guerre du Vietnam (1947-1954) dura autant et elle fut aussi très dure.

On sait qu'elle se termina par la victoire spectaculaire et indiscutable de Dien Bien Phu sur le corps expéditionnaire français. La conférence internationale de Genève divisa alors le Vietnam en deux moitiés, l'une au nord, laissée aux communistes, l'autre au sud qui passa sous influence américaine.

Les catholiques du nord qui, avec les Français, avaient combattu les communistes, s'exilèrent au sud. Quelques-uns partirent en France, mais il n'y eut alors que très peu de Vietnamiens à venir en France. D'abord, à cause de l'éloignement et surtout parce qu'ils voulaient avec les Américains continuer de combattre contre les communistes, ce qui fut le cas jusqu'à la victoire communiste de 1975. Beaucoup de Vietnamiens anti-communistes allèrent aux Etats-Unis, d'autres vinrent en France. Ils y furent bien accueillis et on les logea à Paris dans un groupe d'immeubles qui venaient tout juste d'être achevés (près de la place d'Italie).

Ces Vietnamiens qui étaient notamment des Chinois fortunés du Vietnam rachetèrent bientôt ces immeubles puis les commerces voisins : d'où la formation d'un véritable quartier chinois et d'un centre commercial chinois très actif. Théoriquement, cette immigration sino-vietnamienne est elle aussi post-coloniale, mais différée de trente ans après la fin de la colonisation française. Ces sino-vietnamiens progressent discrètement dans d'autres quartiers (où fonctionnent plus ou moins clandestinement des entreprises et des commerces chinois), mais ne connaissent pas les difficultés des autres immigrations post-coloniales en France.

suite en page 8

YVES LACOSTE AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Les jeunes immigrés ignorent l'Histoire de leurs parents»

suite de la page 7

Les conflits entre les jeunes des ghettos et la police sont-ils des affrontements qui restent dans le droit fil des conflits coloniaux ?

La comparaison est souvent faite dans des journaux et des discours d'extrême-gauche et les «jeunes» des grands ensembles en sont persuadés. Mais personnellement, je ne le crois pas, car c'est oublier la violence qu'avaient les conflits coloniaux. Dans les luttes pour l'indépendance, les indigènes n'ont aucun droit face aux troupes coloniales et celles-ci agissent pour tuer. Et plus elles tuent d'adversaires et plus elles sont félicitées. Cela n'a rien à voir avec les incidents qui se déroulent dans les banlieues entre les forces de police et les jeunes qui sont officiellement français. Ils reçoivent au pire des coups de matraque, s'ils sont blessés, ils sont immédiatement transportés à l'hôpital ; s'ils sont arrêtés, ils ont bientôt pour les défendre un avocat ; compte tenu de leur jeunesse, s'ils sont convaincus de délits graves, c'est dans un tribunal pour enfants qu'ils sont jugés.

Dans ces émeutes, la mort dans un affrontement avec la police, d'un «jeune» de banlieue, fait très exceptionnel jusqu'à présent, provoque à juste titre dans les médias de gauche un véritable scandale et le gouvernement est fort embarrassé devant l'opinion française et internationale.

Mais il me paraît très abusif et même dangereux de laisser entendre qu'aujourd'hui ces affrontements avec la police de jeunes d'origine maghrébine sont la conséquence de ce qu'ont subi les patriotes algériens dans leur lutte pour l'indépendance.

Qui sont aujourd'hui les «indigènes de la République» ?

En janvier 2005, un groupe de jeunes intellectuels «issus de l'immigration» ont publié un manifeste dans lequel ils dénonçaient les discriminations dont sont victimes l'ensemble des jeunes eux aussi «issus de l'immigration». Selon ce manifeste, ces «jeunes» seraient aujourd'hui traités en France comme les indigènes étaient autrefois traités dans les colonies. L'expression «les indigènes de la République» fait choc d'autant plus qu'elle souligne la contradiction avec les principes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité auxquels se réfère la République française.

Mais il est faux et dangereux de prétendre que les personnes «issues de l'immigration» et de nationalité française sont traitées comme l'étaient autrefois les indigènes dans les colonies françaises. Ceux-ci n'étaient pas

citoyens français et pendant longtemps ils n'ont eu aucun des droits des citoyens français, et notamment pas de droit de vote. Ce fut, entre autres, longtemps le cas en Algérie, qui était en principe trois départements français officiellement, mais en fait une colonie. Les «indigènes n'y avaient pas le droit de vote (ils n'avaient donc pas à faire le service militaire), ils n'étaient pas citoyens français, mais «sujets français».

Cependant en 1947, le nouveau statut de l'Algérie les a proclamés citoyens français, mais pour élire les députés à une Assemblée algérienne, soi-disant autonome, les Européens et musulmans étaient divisés en deux «collèges». Les musulmans élisaient le même nombre de députés que les Européens, alors que les premiers étaient presque dix fois plus nombreux que les seconds. L'inégalité était donc évidente. En France, les personnes «issues de l'immigration» et de nationalité française ont les mêmes droits que tous les autres Français, droit de vote (mais pour le moment elles ne votent guère, ce qui est dommage), allocations familiales importantes pour les familles nombreuses, indemnités de chômage. Les immigrés qui ne sont pas de nationalité française et qui ne sont pas des «clandestins» bénéficient d'ailleurs aussi des allocations familiales et indemnités de chômage. Tout cela n'existait guère autrefois dans les colonies.

Le manifeste des indigènes de la République se termine par l'évocation des «massacres de Sétif» qui ont suivi les émeutes du 8 Mai 1945, le jour de la fin de la Seconde Guerre mondiale, où de nombreux volontaires algériens, marocains, tunisiens, africains avaient courageusement combattu notamment pour la libération de la France.

C'est ce qu'a rappelé récemment le beau film *Indigènes* et j'avais regretté qu'à la fin, il ne fasse aucune allusion à ces émeutes de Sétif. Les massacres qui ont suivi sont un épisode tragique et scandaleux dans l'histoire des relations de la France avec l'Algérie et il me paraît juste et utile de le rappeler. Mais il faut les replacer précisément dans le contexte. Il faut rappeler que dès 1940, la grande majorité des Français d'Algérie ont été très favorables au régime du maréchal Pétain. Ils ont approuvé des mesures plus graves que celles qui ont été décidées en France contre les Juifs d'Algérie (sauf évidemment que ceux-ci n'ont pas été déportés par les Allemands).

Lorsqu'après le débarquement américain en Afrique du Nord, le général de Gaulle a installé à Alger le gouvernement provisoire de la République française, il a supprimé les mesures

décidées par Pétain, au grand mécontentement des Européens d'Algérie. Ils ont été encore plus mécontents lorsque de Gaulle a promis aux Algériens musulmans qu'ils deviendraient après la guerre citoyens français, pour encourager nombre de jeunes Algériens à combattre pour la France, ce qu'ont fait beaucoup d'entre eux. Ceux-ci, la guerre étant terminée, devaient regagner l'Algérie et ils y auraient réclamé ce qu'avait promis de Gaulle. Mais celui-ci, en août 1944, avait regagné Paris libéré, avec son gouvernement et le 8 mai 1945, les Européens d'Algérie et les autorités militaires laissées sur place ont tiré prétexte des émeutes de Sétif pour mener une terrible répression, afin de dissuader à l'avance les soldats démobilisés qui allaient revenir de France, d'exiger l'application des réformes promises par de Gaulle.

Celui-ci n'a guère été informé des massacres qui se produisaient alors en Algérie et après coup, la commission d'enquête qu'il envoya pour faire la lumière sur ce drame, fut empêchée d'agir. Il faut rappeler ce drame de Sétif et expliquer tout cela. Contrairement à ce que proclament les «Indigènes de la République» ce n'est pas la France qui a massacré des Algériens, c'est un groupe de colonialistes qui avaient été favorables au régime de Vichy qui «collaborait» alors avec le régime hitlérien.

Sur quoi se basent les représentations géopolitiques du colonialisme dans l'ère postcoloniale ?

Aujourd'hui, en France, dans l'ensemble de l'opinion, le colonialisme fait l'objet de graves critiques, parce que les Français dans leur grande majorité ont été soulagés par la fin de la guerre d'Algérie et parce que dès l'indépendance de l'Algérie, ils ont repoussé toute idée d'intervenir dans les affaires de l'Algérie. Aussi on ne veut plus entendre parler en France de la colonisation et le plus souvent l'idée qu'on s'en fait est tout à fait simpliste.

On ignore que la plupart des conquêtes coloniales furent en vérité assez faciles et qu'elles se sont faites (notamment en Inde) avec la complicité de notables indigènes qui ont profité des changements juridiques introduits par la colonisation, pour s'approprier les terres ; ils n'avaient auparavant que le pouvoir de lever l'impôt au nom du souverain. Ce ne fut cependant pas du tout le cas en Algérie et la conquête de celle-ci par une grande partie de l'armée française fut beaucoup plus longue et plus difficile que dans la plupart des autres pays. La lutte des Algériens pour l'indépendance fut, avec celle des Vietnamiens,

la plus longue de toutes et une des plus meurtrières.

L'écho des problèmes politiques externes retentit en France. Comment agit-il ?

Le problème géopolitique extérieur qui a le plus d'échos dans les banlieues françaises est évidemment le problème israélo-palestinien.

Vous parlez d'une singularité géopolitique de la Kabylie. Qu'est-ce à dire ?

La singularité géopolitique de la Kabylie résulte de causes anciennes et de causes récentes. Parmi les causes anciennes, il faut d'abord tenir compte que la Grande Kabylie ou Kabylie du Djurjura, est un massif montagneux (900-1000 mètres d'altitude) extrêmement peuplé, avec des densités de population de l'ordre de 200 habitants au kilomètre carré, ce qui serait déjà très important dans une région rurale de plaine bien cultivée. Le massif de Grande-Kabylie est intensément cultivé (oliviers, figuiers) par une population paysanne habitant de gros villages. Deuxième originalité géopolitique, la Grande-Kabylie se trouve relativement proche du centre politique qu'est Alger, depuis la domination turque au XVI^e siècle et malgré cela les Kabyles ont gardé leur indépendance, ils ont conservé leur langue berbère et refusaient de payer l'impôt. Aussi les Kabyles étaient-ils retranchés dans leurs montagnes et ne descendaient dans les plaines avoisinantes que pour labourer, semer des céréales et faire la moisson, en étant organisés de façon guerrière pour repousser le pouvoir qui chercherait à s'emparer de leur moisson. Malgré cet apport, les Kabyles n'avaient pas assez pour nourrir cette importante population montagnarde et ils avaient une importante activité artisanale et presque industrielle (bijoux, sabres, socs de charrue, tissus, de l'huile, des figues séchées, etc.) qu'ils allaient vendre dans diverses régions du pays. La Grande-Kabylie n'était donc pas une région isolée, elle avait de nombreux contacts notamment avec Alger et les Kabyles avaient une solide réputation guerrière.

C'est ce qui a dissuadé les Français d'attaquer la Grande-Kabylie, et ils ne l'ont fait qu'en 1857 après que la totalité de l'Algérie ait déjà été sous leur domination. Mais la conquête de la Grande-Kabylie s'est faite de façon très différente de celle de la plupart des régions d'Algérie. Dans celles-ci, les troupes françaises ont imposé leur domination à coups de massacres, de destructions de récoltes et de bétail pour briser la résistance des populations qui, à l'époque, vivaient surtout sous la tente pour suivre les déplacements de leurs troupeaux, et celles-ci ont repris à plusieurs reprises leur résistance. Elles ont été presque totalement anéanties dans la partie occidentale d'Algérie, où Abd el-Kader a mené la guerre. Par contre, après que les Français eurent massé des troupes nombreuses autour de

la Grande-Kabylie, leur offensive a été courte et brutale, et après qu'ils eurent transporté des canons à un point dominant du massif (Larbaâ N'ait Iraten) d'où ils pouvaient bombarder tous les villages sur les autres sommets, les tribus kabyles ont dû faire leur reddition. Elles se sont révoltées en 1871, lors de la crise que provoquait chez les Français la chute du Second Empire, mais elles ont été vaincues. L'autre originalité géopolitique de la Grande-Kabylie, c'est qu'elle est presque la seule région d'Algérie où, à la fin du XIX^e siècle, des écoles primaires françaises ont été implantées et où un assez grand nombre d'enfants ont appris à parler français, à lire et à écrire en français. Cela aura d'importantes conséquences car de ce fait les Kabyles qui savaient un peu le français ont été les premiers à aller travailler en France.

En effet, dans les autres régions d'Algérie, y compris Alger, les Européens ne voulaient pas que les «indigènes» apprennent le français. Ce refus paradoxal s'explique par le fait qu'un grand nombre de petits colons qui avaient planté de la vigne (après que le vignoble français eut été détruit par un insecte, le phylloxera) ont été ruinés, lorsque se sont effondrés les prix du vin après la reconstitution du vignoble français. Les petits colons ont été en quelque sorte prolétarisés et ils sont partis vers les villes et surtout vers Alger pour y avoir quelques emplois dans des commerces ou des bureaux. C'est pourquoi ils voulaient éviter la concurrence des Arabes et que ceux-ci sachent lire et écrire en français. Comme en Kabylie, il n'y avait guère de colons, ceux-ci ne purent pas s'opposer à la création des écoles, comme ils le faisaient dans les autres régions d'Algérie. Aussi, des Kabyles furent parmi les premiers Algériens à aller travailler en France et ils y furent aussi parmi les premiers à participer au début du mouvement qui réclamait l'indépendance de l'Algérie. Les premiers instituteurs algériens furent pour la plupart des Kabyles et parmi leurs enfants, nombre d'entre eux devinrent professeurs ou médecins. Mais les Kabyles ont eu ensuite un rôle très important dans le mouvement d'indépendance et dans la guerre de libération. La Grande-Kabylie avait une forte importance stratégique en raison de sa proximité d'Alger, de l'importance de sa population et de ses opinions politiques.

Mais, malheureusement, cela explique aussi les heurts en 1962 aux environs d'Alger entre l'ALN et les maquis de Kabylie (Willaya III) et la révolte de Kabylie en 1963, ce qui, par la suite, a été une des causes du mouvement régionaliste kabyle... Il s'agit à mon sens non pas d'un mouvement séparatiste, car le sentiment d'unité nationale algérien est très fort. Par contre, à partir de 1991-92, la Grande-Kabylie a été la région la moins touchée par le mouvement islamiste et par le GIA.

A. M.